



Nom du candidat	Jury	Note	Date de soutenance
<b>EKONO BIWOLE Patrice</b>	<b>Président :</b> Pr MOUNGOU MBENDA Sabine Patricia <b>Membre :</b> Dr HYOBA Suzanne <b>Encadreur :</b> Dr SALEU Josiane	<b>17,5/20</b>	23/12/2024

**Thème :** Préparation Militaire Supérieure Spécialisée (PMSS) et performance individuelle des cadres du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique (MINJEC).

**Résumé :** L'objectif de la présente note au ministre est d'apprécier l'effet de la Préparation Militaire Supérieure Spécialisée sur la performance des cadres civils ? Le Décret N° 94/199 du 07 Octobre 1994 portant statut général de la Fonction Publique de l'Etat encadre au titre des droits du fonctionnaire, celui du droit à la formation permanente. La PMSS est une formation civilo-militaire dispensée aux jeunes âgés de 17 à 30 ans, visant à leur transmettre les fondamentaux de la discipline militaire, les valeurs des forces armées, ainsi qu'une initiation technique adaptée à une spécialité. Elle vient répondre à ce besoin de formation des cadres du MINJEC en vue de promouvoir le civisme, le patriotisme et la morale dans une société camerounaise en crise de valeurs citoyennes. La problématique de la PMSS et de la performance des cadres du MINJEC repose sur la pertinence et l'efficacité des formations militaires dans des contextes civils. La base théorique sur laquelle repose ce travail s'inspire de la théorie du capital humain (Becker, 1964), La théorie du leadership transformationnel de Bass (1985) et la Théorie de l'agence développée par Jensen et Meckling (1976). Notre approche méthodologique est hypothético-déductive, car elle part de l'hypothèse selon laquelle, la PMSS accroît la performance des cadres du MINJEC. Sur la base d'un sondage par questionnaire, la méthode économétrique consiste à estimer des paramètres de modèle logit afin de faire des interprétations statistiques. Les résultats permettent d'émettre des implications et des propositions de politique économique d'ordre institutionnel et d'ordre financier.

**Mots clés :** Préparation militaire, performance individuelle, leadership.

Nom du candidat	Jury	Note	Date de soutenance
Dr. KAMDEM FOTSO Michel	<b>Président :</b> Pr ONGOLO ZOGO Valerie <b>Membre:</b> Pr NKOA François <b>Encadreur :</b> Pr FOMBA KAMGA Benjamin	17/20	23/12/2024

**Thème :** La mobilisation des recettes douanières au Cameroun.

**Résumé:** Le montant de recettes prévisionnelles assigné à la Douane camerounaise a franchi pour la première fois la limite de 1000 milliards de francs en 2024 pour s'établir à 1144,4 milliards dans le cadre du budget de l'Etat pour l'exercice 2025, alors qu'il a dépassé cette limite en Côte d'Ivoire depuis l'année 2013 et s'est hissé à 3005,7 milliards pour 2024. Au Sénégal également ladite limite de prévision a été franchie en 2022 et la barre s'est établie à 1700 milliards de francs pour 2024.

Eu égard aux impératifs d'efficacité, de rentabilité et d'équité, l'objectif de ce travail est d'identifier les différentes pesanteurs à la maximisation des recettes douanières et d'explorer les différents facteurs et variables pouvant concourir à leur accroissement dans une moyenne de 100 milliards de francs par an pour permettre au Cameroun d'atteindre un seuil annuel de 1500 milliards de francs en 2030 et 2000 milliards en 2035.

La méthodologie utilisée pour effectuer le diagnostic du dispositif en vigueur a combiné une approche statistique de lecture sous le prisme de tableaux, et une approche comparative des différentes composantes et corrélations des recettes douanières du Cameroun et dans les pays africains de niveau de développement comparable.

De ce qui précède, plusieurs contraintes, dysfonctionnements, insuffisances ont été mis en évidence. Par ailleurs, les principaux facteurs de variation de recettes identifiés sont : le degré de digitalisation des procédures, la variation de la valeur et du volume des importations, le profil éthique des agents de douane, l'origine des marchandises, le facteur temps, le coût du fret, le facteur monétaire et cambiaire.

Au final, une kyrielle de mesures ont été recommandées en vue d'optimiser les recettes douanières au Cameroun, reposant sur les piliers juridique et stratégique, organique, managérial et matériel, opérationnel et fonctionnel.

**Mots clés :** Recettes - douane- mobilisation – optimisation - digitalisation.



Nom du candidat	Jury	Note	Date de soutenance
<b>LOABALBE Flavien</b>	<b>Président :</b> Pr ONGO NKOA <b>Membre :</b> Dr ONGONO Patrice <b>Encadreur :</b> Pr ATANGANA ONDOA Henri	<b>16,5/20</b>	23/12/2024

**Thème :** Interopérabilité des systèmes d'information des Douanes et du Trésor et recouvrement des recettes douanières au Cameroun.

**Résumé :**

L'objectif général de la Note au Ministre est d'identifier les conditions nécessaires pour garantir une interopérabilité efficace entre les systèmes d'information de la Douane et du Trésor, à l'effet d'optimiser le recouvrement des recettes douanières (budgétaires et non budgétaires). La méthodologie adoptée combine des approches qualitatives et quantitatives pour obtenir une vision globale des défis et opportunités liés à l'interopérabilité des systèmes. L'étude révèle que de réels progrès ont été réalisés notamment avec la numérisation des processus douaniers via CAMCIS et la gestion centralisée des données budgétaires et patrimoniales avec PATRIMONY. Cependant, ces acquis restent limités par l'absence d'une interopérabilité entre ces deux systèmes. En conséquence, la recherche propose de lancer une réforme globale des systèmes d'information par l'actualisation et l'harmonisation des systèmes utilisés (CAMCIS, PATRIMONY), par une standardisation technique et des outils d'interconnexion ainsi que des investissements dans des infrastructures modernes et un cadre juridique supportant la dématérialisation des procédures et l'échange sécurisé des données.

**Mots clés :** Interopérabilité, Système d'information, Administration des Douanes, Administration du Trésor, Recettes douanières.

**Summary :**

The general objective of the Note to the Minister is to identify the necessary conditions to ensure effective interoperability between the information systems of Customs and the Treasury, in order to optimize the collection of customs revenues (budgetary and non-budgetary). The methodology adopted combines qualitative and quantitative approaches to obtain a global view of the challenges and opportunities related to the interoperability of systems. The study reveals that real progress has been made, in particular with the digitisation of customs processes via CAMCIS and the centralised management of budget and asset data with PATRIMONY. However, these achievements remain limited by the lack of interoperability between these two systems. As a result, the research proposes to launch a global reform of information systems by updating and harmonizing the systems used (CAMCIS, PATRIMONY), by technical standardization and interconnection tools as well as investments in modern infrastructures and a legal framework supporting the dematerialization of procedures and the secure exchange of data.

**Key words :** Interoperability- Information system- Customs Administration- Treasury Administration- Customs.



Nom du candidat	Jury	Note	Date de soutenance
LAMA Severin	<b>Président :</b> Pr KOBOU Georges <b>Membre:</b> Pr SOTAMENOU Joel <b>Encadreur :</b> Pr KAMDEM Cyrille Bergaly	<b>16/20</b>	23/12/2024

**Thème :** Comptabilité patrimoniale et renforcement de la rationalité économique des choix publics au Cameroun.

**Résumé :**

La note au ministre explore l'impact de la comptabilité patrimoniale sur la rationalité économique des choix publics au Cameroun. En s'inspirant des pratiques du secteur privé, la nouvelle gestion publique vise à améliorer l'efficacité des administrations. La comptabilité patrimoniale, qui évalue les actifs et passifs d'une entité, est essentielle pour garantir la transparence dans la gestion des finances publiques. La problématique examine le déroulement de la comptabilité patrimoniale, les obstacles à son adoption, et son impact sur la rationalité économique. Elle a pour objectifs de décrire le processus de mise en œuvre, identifier les obstacles, et évaluer l'incidence de la comptabilité patrimoniale sur les choix publics. L'intérêt de celle-ci est de souligner l'importance de la comptabilité patrimoniale pour une gestion efficace et transparente avec pour hypothèses de montrer que la comptabilité patrimoniale améliore la transparence malgré des défis techniques et organisationnels.

La méthodologie adopte une approche qualitative avec des entretiens et une analyse documentaire. Bien qu'elle soit embryonnaire au Cameroun, la comptabilité patrimoniale est cruciale pour renforcer la rationalité économique, en fournissant des informations fiables pour une meilleure allocation des ressources. Cependant pour sa réussite, il faut qu'elle soit fournie en ressources et moyens nécessaires pour son déploiement à travers des systèmes d'informations appropriés, des stratégies d'évaluation de certains actifs, la formation des différents acteurs et la sensibilisation de tous sur son importance.

**Mots clés :** Comptabilité patrimoniale, rationalité économique, choix publics.

Name of candidate	Jury	Mark	Defense date
Patrick NGWA NEBA	<b>President :</b> Professor BAMOU Lydie  <b>Member :</b> Professor SOTAMENOU Joël  <b>Supervisor :</b> Professor FOUOPI DJIOGAP Constant	16/20	23/12/2024

**Topic:** The impact of State Budgetary Policy on Economic Growth in Cameroon.

**Abstract**

State Budgetary Policy is fundamental in promoting economic growth. Its impact on economic growth is still debated among economists today. This study aims to analyze the impact of State Budgetary Policy on economic growth in Cameroon. Using empirical data, it is shown that State Budgetary Policy has a significant impact on economic growth. The results suggest that public expenditure and taxation have a positive impact on economic growth, while public debt has a negative impact on it. The study also illustrates the fact that punctual and unpredictable internal and external factors can impact economic growth.

In order to limit the effects of both conjectural internal and external factors that impact economic growth, proposals are made in the course of this work to limit the effects of these adverse factors to economic growth.

**Keywords:** Budgetary policy, economic growth, impact.



Nom du candidat	Jury	Note	Date de soutenance
ESSAH EBODE EPSE ANKAMTSENE Brigitte Flore	Président : Pr NGUENDA ANYA Membre : Pr BAMOU Lydie Encadreur : Pr KOBOU Georges	16/20	23/12/2024

**THEME :** Les dettes issues des facilités douanières. Cas des enlèvements directs dans le secteur des douanes du sud II.

**Résumé :** Les facilités douanières d'enlèvements direct constituent une opportunité pour les entreprises, car elles leur permettent non seulement de réduire les délais de passage de leurs marchandises, mais aussi de bénéficier des gains de trésorerie en éliminant le stress lié au dédouanement. Cependant, ces facilités sont empreintes de risques car elle génère des dettes que l'administration doit être capable de maîtriser pour la sécurisation des recettes douanières nécessaires au financement des projets structurants. Nous amenant donc à répondre à la question de savoir si : *les facilités de dédouanement des marchandises accordées aux entreprises garantissent-elles l'efficacité de la collecte des recettes douanières au Cameroun ?*

L'objectif que nous y avons poursuivi consiste à montrer que la bonne gestion des dettes issues des facilités d'enlèvements directs (END) contribuerait significativement à l'amélioration des recettes douanières dans le secteur des douanes du SUD II (SDSII). Et pour y parvenir, nous avons opté pour une approche qualitative interprétative des données provenant du nouveau système informatique douanier CAMCIS sur la période de 2019 à 2023, qui intègre toutes les dettes issues des enlèvements directs depuis la mise en œuvre du système CAMCIS en 2019.

Au terme de notre étude, les résultats ont relevé qu'il existe un problème réel dans le suivi des dettes issues des enlèvements directs dans le SDSII et qui compromet les performances de collecte des recettes douanières de ce dernier. Il serait donc impératif une application stricte des modalités et dispositions administratives de recouvrement des dettes telles que consacrées dans le guide de recouvrement de la douane et enfin de redéfinir les critères et identifier les secteurs d'activités prioritaires dans les END.

**Mots clés :** facilités douanières, enlèvements directs, dettes.



Nom du candidat	Jury	Note	Date de soutenance
<b>ZEUFACK Donald</b>	<b>Président</b> : Pr AVOM Désiré <b>Membre</b> : Pr MIGNAMISSI Michel Dieudonné <b>Encadreur</b> : Pr MINKOUA NZIE Jules René	<b>15/20</b>	23/12/2024

**Thème** : Evaluation de la réalisation des travaux de voirie urbaine dans la ville de Yaoundé sous financement extérieur : le cas des fonds IDA

**Résumé** : l'objectif principal de cette étude est d'évaluer la réalisation des travaux de voirie urbaine dans la ville de Yaoundé sous financement IDA. Plus spécifiquement, il s'agit d'évaluer la réalisation physique et financière des travaux par rapport au plan initial, en tenant compte des délais, de la qualité des infrastructures et du financement prévisionnel et les mécanismes de mise en œuvre induites par les procédures de la Banque mondiale. La collecte des données auprès des différents acteurs du Projet et à l'analyse documentaire, révèlent que, bien que des progrès notables aient été réalisés, des écarts entre les prévisions et la réalité subsistent en termes de respect de délai. Pour ce qui est du mécanisme de mise en œuvre, on note que le projet se met en œuvre dans le strict respect des procédures du partenaire technique et financier qui est la Banque mondiale. Toutefois, ces procédures posent une double préoccupation d'appropriation et de contextualisation car, leur rigidité pose un problème d'adaptation aux réalités des pays bénéficiaires.

A cet effet, la mise en place d'un système de gestion du projet plus efficace permettrait d'améliorer les résultats à travers le renforcement de la qualité et l'exhaustivité des études préalables, tout en veillant, en cas de manquements y découlant, à leur imputabilité aux acteurs mis en cause ; la négociation des conditions favorables en s'assurant par exemple que les conditions imposées par le partenaire technique et financier sont compatibles avec les objectifs de développement local tout en veillant à une meilleure appropriation de ces conditionnalités par l'ensemble des acteurs chargés de la mise en œuvre du projet.

**Mots clés** : Évaluation, voirie, Financement, gestion de projets.



Nom du candidat	Jury	Note	Date de soutenance
<b>KOUM Emmanuel Landry</b>	<b>Président : Pr. MIGNAMISSI</b> <b>Membre : Pr. KENECK MASSIL</b> <b>Encadreur : Pr. FOMBA KAMGA</b>	<b>15</b>	<b>23/12/2024</b>

**Thème : L'effet de la décentralisation sur la qualité des infrastructures routières au Cameroun.**

**Résumé :** L'objectif de notre note au Ministre est d'analyser l'effet de la décentralisation sur la qualité de l'offre des infrastructures routières au Cameroun. Nous nous servons, des données issues des sondages effectués lors de la huitième enquête Afrobaromètre sur les points de vue des citoyens au Cameroun. Les résultats de base de l'analyse économétrique, réalisée par la méthode Probit laissent augurer qu'à date un indice de décentralisation élevé ne s'accompagne pas encore d'une fourniture en infrastructures routière de bonne qualité. Aussi, afin que le processus de la décentralisation soit profitable aux populations camerounaises du point de vue de la qualité de l'offre des infrastructures routières, il serait intéressant entre autre que l'on : améliore la qualité de la relation entre les élus locaux et la population ; que des actions fortes soient menées en vue de lutter efficacement contre la corruption au niveau local et que l'on puisse penser à la transformation structurelle des économies des CTD camerounaises.

**Mots clés :** Décentralisation - infrastructures routières - CTD camerounaises





Nom du candidat	Jury	Note	Date de soutenance
M. MAROUF GUENDI	<b>Président :</b> Pr. ONGOLO ZOGO <b>Membre :</b> Dr.ONGONO Patrice <b>Encadreur :</b> Pr. Benjamin FOMBA KAMGA	<b>14 / 20</b>	23 / 12 / 2024

**Thème:** Les retards dans l'exécution du budget au Cameroun

**Résumé :** L'objectif de la présente Note au Ministre est d'identifier les déterminants des retards dans l'exécution du budget du Cameroun. L'analyse documentaire et l'observation participante réalisée révèlent que le retard dans l'exécution du budget au Cameroun est principalement causé par une bureaucratie excessive, un manque de capacités techniques au sein des institutions publiques, et des problèmes de corruption qui détournent des fonds essentiels. De plus, le manque de coordination entre les différentes administrations aggrave la situation, rendant l'exécution budgétaire encore plus difficile. Les conséquences de ces retards sont multiples : elles ralentissent les projets d'infrastructure, diminuent la confiance des investisseurs, augmentent la pauvreté et entraînent une perte significative de ressources. Pour remédier à cette situation, il est crucial de simplifier les procédures administratives, de renforcer les capacités du personnel, de lutter activement contre la corruption et d'améliorer la coordination entre les différents acteurs impliqués dans la gestion budgétaire. En adoptant des réformes structurelles et en favorisant la transparence, le Cameroun pourrait garantir une utilisation plus efficace de ses ressources publiques, ce qui est essentiel pour atteindre ses objectifs de développement durable. Ainsi, la résolution de ce défi demeure une priorité pour assurer un avenir meilleur pour la population camerounaise.

**Mots clés :** Budget- Exécution budgétaire- bureaucratie.



Nom du candidat	Jury	Note	Date de soutenance
<b>M. NJUGAM YACOUBA</b>	<b>Président :</b> Pr. ONDOUA BIWOLE V <b>Membre :</b> Dr. SALEU Josiane <b>Encadreur :</b> Pr. MINKOUA NZIE Jules R.	<b>12 / 20</b>	23 / 12 / 2024

**Thème : Les effets de l'étalement urbain sur le développement durable de la ville de Yaoundé :  
projet de politique de densification urbaine**

**Résumé :** Nous constatons que nos villes africaines croissent de façon exponentielle et horizontale, or les villes étalées posent des problèmes de dépendance énergétique, d'accessibilité, de destruction de la nature et des aires agricoles, et aussi de la rareté des ressources foncières. L'objectif de ce travail est d'examiner les effets de l'étalement urbain sur le développement durable de la ville de Yaoundé. De manière spécifique, il s'agit d'apprécier les effets de l'étalement urbain sur le plan socio-économique d'une part et sur le plan environnemental d'autre part. La méthodologie porte sur une enquête auprès des ménages et divers usagers (entreprises, institutions, etc.) de la ville de Yaoundé ainsi que sur la collecte des données auprès des communes de la municipalité ainsi que celles voisines. Les données sont analysées à l'aide des méthodes statistiques et économétriques. Les résultats obtenus montrent que l'étalement urbain a des effets positifs considérables sur le plan socio-économique, notamment la création d'emploi dans le secteur de transport, le développement d'un attachement d'appartenance à une localité. Plusieurs effets négatifs ont été relevés sur le plan environnemental, telles que la pollution et de la destruction de l'écosystème (la perte des espaces agricole, et naturelle). En sommes, il s'établit que l'étalement urbain a des effets négatifs sur l'utilisation économique du foncier. À cet égard nous recommandons l'utilisation optimale de la ressource foncière tout en préservant l'environnement. La mise œuvre de cette recommandation se fera à travers une politique de densification urbaine au niveau stratégique, et au niveau opérationnelle par mise en place des unités de la copropriété verticale et d'incitation à cette pratique.

**Mots clés :** Étalement urbain- Développement Durable- politique de densification urbaine.



Nom du candidat	Jury	Note	Date de soutenance
<b>ONANA MVOGO Victor</b>	<b>Président :</b> Pr ONDOUA BIWOLE Viviane <b>Membre :</b> Pr BAMOU Lydie <b>Encadreur :</b> Pr ONGO NKOA Bruno Emmanuel	<b>12/20</b>	23 /12/ 24

**Thème :** Contribution des députés a l'amélioration du capital humain : cas de l'assemblée nationale

**Résumé :** L'objectif dans le cadre de ce travail est de chercher à montrer la contribution des députés à l'amélioration du capital humain et plus spécifiquement dans le cadre de la santé et de l'éducation. Pour y parvenir, nous avons procédé à une analyse des données qualitatives en interrogeant un échantillon de six députés de la région du centre et du sud. Les résultats obtenus montrent que l'action des parlementaires n'a pas un impact fort en termes de développement du cadre de santé et de celui de l'éducation. Pour améliorer cette action des députés il est recommandé de mettre sur pieds une véritable politique au sein de l'Assemblée nationale qui accompagnerait les députés dans ce sens afin qu'il ait un fort impact dans l'amélioration de la santé et l'éducation et une révision de l'enveloppe allouée au micro-projet pouvant permettre au député d'agir efficacement dans le cadre de l'éducation et de la santé.

**MOTS CLES :** Capital humain, Député, Assemblée Nationale, Santé, Education